

La réunion SIP du 27/11/2008 tourne court !

Dès l'ouverture de la séance, les organisations syndicales sont toutes intervenues pour dénoncer la parodie de dialogue social qui s'est une nouvelle fois concrétisée par l'envoi de documents la veille du groupe de travail.

Ainsi qu'elles l'avaient déjà fait le 17 novembre, lors du premier GT SIP, elles ont dénoncé le rythme de mise en place de la réforme sans que tous les sujets revendicatifs qui intéressent les agents dans leur quotidien n'aient pu être débattus notamment la question de l'emploi, du rythme, des règles de gestion...

L'Union SNUI-SUD Trésor et l'ensemble des organisations syndicales ont fait unanimement le constat que la réunion du 28 novembre, limitée au matin et présidée par M. Parini, ne pouvait, dans les conditions actuelles, avoir le caractère de réunion conclusive.

Après une suspension de séance, tout en refusant dans de telles circonstances de traiter les points à l'ordre du jour, elles ont demandé à la Présidente du groupe de travail de contacter M. Parini pour qu'elle lui fasse part du malaise grandissant.

Les organisations syndicales demandent au Directeur général :

- de débattre avec elles de la question de l'emploi, des conditions de vie au travail, de la qualité et de la présence du service public ;
- un bilan des SIP préfigurateurs ;
- de procéder à une synthèse des débats, échanges et propositions à l'issue des groupes de travail ;
- de décider d'un desserrement du calendrier de mise en place de la réforme et des réunions programmées en cascade sur une multitude de sujets.

L'Union SNUI-SUD Trésor et les organisations syndicales ont en outre demandé au Directeur général de modifier sa conception du dialogue social en organisant les réunions de telle sorte que les représentants des personnels soient en possession de tous les documents nécessaires au moins une semaine avant la date prévue pour la tenue de la réunion et qu'ils disposent d'un délai qui leur permette de préparer réellement les points inscrits à l'ordre du jour.

Les organisations syndicales demandent donc au directeur général de modifier l'ordre du jour de la réunion du 28 et d'ouvrir une réelle négociation sur ces points. Mais, rappelons-le, pour cela, il faut qu'il décide un desserrement du calendrier et des réunions.

C'est dans ce sens que l'Union SNUI-SUD Trésor se rendra à la réunion du 28 novembre et prendra toutes ses responsabilités pour que l'ensemble des Organisations syndicales continue de défendre dans l'unité les intérêts des milliers d'agents concernés.